AFRIQUES EN LUTTE

Bulletin d'information du groupe de travail «Afriques en lutte»

n°33– Hiver 2016

Prix libre

Édito : Mascarades électorales

L'année 2016 a été riche en élections en Afrique. Tchad, Gabon, RDC, Bénin et bien d'autres. Au Tchad, comme tout le monde s'y attendait, le nouveau mercenaire de la Françafrique Idriss Déby s'est fait élire sans coup frémir. Pour avoir mis son armée au service du maître français au Mali et s'être déclaré gendarme de l 'Afrique contre Boko Haram, l'ancien conseiller d'Habré pour la défense et la sécurité est même devenu en 2016 Président de l'union africaine. En RDC, Kabila joue la montre. Ne pouvant pas se présenter pour un troisième mandat, il attend certainement le bon moment pour piétiner la constitution congolaise. Son principal opposant et ancien allié Moïse Katumbi subit les représailles de sa défection du parti du Président.
A quoi peuvent donc bien servir les élections Présidentielles si elles ne changent pas le sort des Africains ? La démocratie de la misère n'a aucun avenir, faut-il réfléchir à d'autres formes de démocratie participative prenant en compte les réalités africaines ?
Un espoir néanmoins au Bénin où l'héritier de Boni, le franco béninois Lionel Zinzou a du faire ses valises malgré les soutiens de toute la famille Françafricaine.

Moulzo

SOMMAIRE

Edito
Mascarades électorales

Brèves
Lybie – Madagascar-Zimbabwé
Guinée équatoriale

Nouvelles du Continent
Gabon : crise ouverte
FSM 2016: visas refusés aux africains

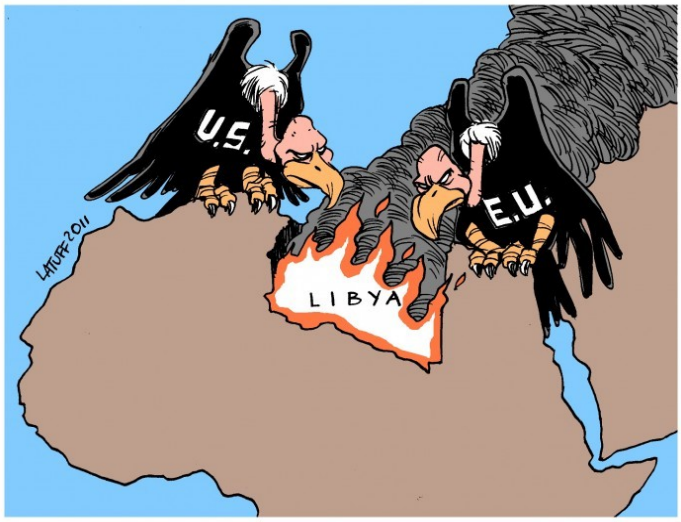
Françafrique
Tchad : Impasse et mascarade électorale

Dossier Afrique Lusophone
Première partie: Le Mozambique

Culture
De la douceur de vivre au chaos

Libye La vérité d'outre-manche

Un rapport du parlement du Royaume-Uni détaille, avec précision, les conditions de l'intervention militaire en Libye conduite par Sarkozy et Cameron. Véritable réquisitoire contre les menées bellicistes des dirigeants conservateurs de l'époque.



http://orientxxi.info/magazine/londres-fait-son-autocritique-sur-la-libye-paris-persiste-et-signe,1506

Madagascar : Spoliation rime avec répression

Sur la grande île, les gouvernements passent mais la répression reste. En témoigne l'arrestation de deux dirigeants de la lutte contre le projet d'exploitation minière à Soamahamanina qui spolie les populations locales.

http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/madagascar/article/madagascar-appel-a-liberer-les

Zimbabwe : Mobilisation contre Mugabe

Le pays entre dans une crise sociale économique et politique. Mugabe fait face à de nombreuses manifestions qui sont durement réprimées. Une occasion pour se pencher sur l'analyse de la situation de ce pays faite par des militants de la gauche radicale. (En anglais)

http://www.afriquesenlutte.org/afrique-australe/zimbabwe/article/has-the-mugabe-must-go-mantra

Guinée Équatoriale : Le Pouvoir mal acquis

Lancement de la campagne de mobilisation : Clan Obiang, Guinée Équatoriale n'est pas une monarchie ! Avec les propositions d'action sur le site :

https://clanobiang.com/

Manque pas d'air !

« *Retour à l'expéditeur* » c'est l'étiquette du conteneur rempli d'air de la capitale ghanéenne, pollué notamment par les carburants à haute teneur en soufre, produits et vendus par des négociants suisses en matières premières. Une campagne à mener et à suivre sur :

https://www.dirtydiesel.ch

Crise ouverte au Gabon

Les résultats controversés de l'élection présidentielle d'Ali Bongo plonge le Gabon dans une zone de turbulence. Cette crise remonte à la succession, non consensuelle, d'Omar Bongo. L'intronisation au pouvoir de son fils Ali, entérinée par l'élection frauduleuse de 2009, a ouvert une ère de crise politique dans le pays, accentuée par les difficultés économiques.
« *On n'organise pas une élection pour la perdre.* » Ali Bongo ne dérogera pas à cette règle suivie par beaucoup de dirigeants africains. Ainsi a-t-il été proclamé président de la République, après la décision de la Cour constitutionnelle, comparée à la tour de Pise, elle penche toujours du même côté : celui du pouvoir.

Des chiffres grotesques

Les achats de consciences, l'utilisation des moyens de l'État et des média publics, la répression contre les militants de l'opposition, n'ont pas eu le résultat escompté par le pouvoir. Les bons scores de Jean Ping se sont confirmés en effet dans les sept provinces, l'avance du candidat de l'opposition était considérable : près de 60 000 voix.

Ainsi la manœuvre habituelle, déjà utilisée en 2009, qui consiste à utiliser la huitième région du Haut Ogooué comme variable d'ajustement pour faire gagner Ali Bongo, s'est trouvée difficile à mettre en œuvre ; elle donnera lieu à des cafouillages entre les autorités de la province et celle de l'état Les chiffres communiqués sont grotesques, le taux de participation serait de 99,83 %, alors que la moyenne des autres provinces n'est que de 48 %. Ainsi, et d'après les calculs du journal *Le Monde*, 50 personnes seulement n'auraient pas voté sur les 71 786 inscrits !

L'opposition a pu conserver les PV des 126 bureaux de vote, presque la moitié de cette région : ils indiquent que Bongo a eu 86 % des voix et Ping 16 %.

Avec 45,79 % des voix, Ali Bongo reste minoritaire

Sa succession va être avalisée par une farce électorale en 2009 avec les mêmes manœuvres qu'en 2016 : la huitième région du Haut Ogooué sera utilisée pour manipuler les chiffres et permettre la victoire de Bongo avec une Cour constitutionnelle qui valide les tripatouillages. Mais cette élection révèle, même si on ne considère que les résultats officiels, qu'Ali Bongo, élu grâce à un scrutin majoritaire à un tour, reste minoritaire dans le pays avec 45,79 % des voix alors que les deux candidats de l'opposition, Pierre Mamboundou et André Mba Obame, récoltent respectivement 25,66 % et 25,33 % des voix.

Bongo Fils, à l'ombre du père

Il tente de vendre à la population son projet politique de Gabon émergent, censé préparer l'après-pétrole, mais la vacuité de ce concept ne trompe personne. Il doit faire face à une hostilité grandissante de l'ancienne garde du PDG, sans compter la crise économique dans laquelle s'enfonce le pays et le sentiment d'usurpation qui se répand de plus en plus dans la population.

Un crédit qui a fondu comme neige au soleil

Sept ans après, l'impopularité d'Ali Bongo a augmenté au fil des ans, le parti au pouvoir (PDG) s'est craquelé et, à l'intérieur même du

clan Bongo, des divisions se font jour.

Les raisons en sont multiples : l'impossibilité pour Ali d'être aussi généreux que son père et d'entretenir les nombreux réseaux clientélistes qui permettaient une certaine stabilité du pouvoir. Le fait qu'Ali Bongo se soit entouré d'une nouvelle génération, délaissant les plus anciens du PDG, a favorisé la crise politique. Quant à la population, le peu de crédit qu'il avait auprès d'elle a fondu comme neige au soleil : les tensions sociales se sont accrues, notamment dans le secteur pétrolier (en général relativement épargné par les conflits sociaux), et les crimes rituels ont éclaboussé des dignitaires du régime comme en témoigne l'ONG, association de lutte contre les crimes rituels : *« Les observations de cette ONG révèlent que les crimes rituels augmentent en période électorale. C'était aussi l'occasion de lancer un appel à toute la population, vu que le Gabon est à la veille d'une élection présidentielle. Dans la majorité des cas où les suspects ont été arrêtés, ces derniers avouent être à la solde de personnalités politiques. Des anthropologues gabonais estiment que plusieurs hommes politiques croient que les organes prélevés procurent du pouvoir à celui qui les détient ou qui en consomme. »*

En France, dans le même temps, l'affaire des biens mal acquis suivait son cours malgré les efforts méritoires de Sarkozy qui, à défaut de l'étouffer, a essayé au moins de la freiner. Ali Bongo, impliqué dans ces détournements, a offert sa part d'héritage à la jeunesse gabonaise, une générosité décriée du fait que l'argent appartenait au pays.

La question de la nationalité d'Ali Bongo a également été soulevée, dans la mesure où l'article 10, alinéa 3 de la Constitution dispose que : *« Toute personne ayant acquis la nationalité gabonaise ne peut se présenter comme candidat à la présidence de la République. Seule sa descendance ayant demeuré sans discontinuité au Gabon le peut, à partir de la quatrième génération. »*

Ali Bongo serait un enfant adopté du Biafra à l'époque où Omar Bongo était très impliqué dans le conflit sécessionniste de cette province. Rappelons que ce conflit fut soutenu avec ferveur par Foccart qui, indépendamment des deux millions de morts, a au moins permis à Kouchner de se faire un nom en organisant le soutien humanitaire de cette guerre menée par la France contre le Nigeria.

En riposte, Ali Bongo présenta par deux fois des certificats de naissance différents, bien que faux tous les deux. Cette campagne sur l'origine d'Ali Bongo s'est renforcée avec la présence permanente de Maixent Accrombessi, un Béninois qui joue le rôle de véritable éminence grise. Celui-ci s'avère mal vu dans un pays où la population entretient parfois des sentiments xénophobes à l'encontre des immigrés, venus des pays voisins pour profiter des quelques miettes de la richesse du pays à l'époque où le pétrole se vendait bien et coulait à flot.

Mais cette campagne sur la nationalité de Bongo n'était pas une simple campagne xénophobe ; pour beaucoup, c'était la démonstration à une large échelle des mensonges de la présidence.

Les éléments de la crise

La chute des prix du pétrole va plomber l'économie du pays, déjà ravagé par la gabegie et la corruption du clan Bongo qui s'est approprié les richesses du Gabon avec l'aide, notamment, de Delta Synergie, une sorte de holding regroupant plusieurs sociétés : « *Pas un secteur n'est épargné par l'emprise de Delta Synergie : assurances, banques, agroalimentaire, sécurité, transport, médicament, BTP, agriculture, matières premières, immobilier, aviation d'affaires, textile, média, vente de gaz et de pétrole, bois…* »

Les sociétés liées à Delta Synergie ont raflé l'essentiel des marchés avec l'état portant sur les fournitures d'uniformes des fonctionnaires des ministères régaliens, sur la protection des ambassades, le remorquage des bateaux, la gestion des barrages hydrauliques, etc. Comme l'indique diplomatiquement la Banque africaine de développement : « *Le secteur privé gabonais est encore dominé par le* « grand patronat *», laissant*

peu de places aux PME/PMI. »

Comme beaucoup de pays ayant une économie rentière, le Gabon connaît un ralentissement économique essentiellement dû à la chute du prix du pétrole. De 2013 à 2015, le pays a ainsi enregistré une baisse de près de 15 % de son PIB. La Banque Mondiale décrit une situation économique bien loin de la promesse d'Ali Bongo d'un Gabon émergent, et souligne la vulnérabilité des personnes les plus pauvres : « *Le taux de croissance n'a cessé de chuter depuis 2013, passant de 5,6 % en 2013 à 4,3 % en 2014 puis 4,1 % en 2015, en raison sa forte dépendance économique à la production et à l'exportation du pétrole* […].

Le secteur privé a enregistré une diminution d'au moins 4 000 emplois, soit 6 % de la main-d'œuvre en 2014. Les activités de construction ont été les plus durement touchées, enregistrant une baisse de 15 % de sa main-d'œuvre par rapport à 2013. En dépit d'une abondance de ressources naturelles et d'un revenu moyen par habitant de 10 660 dollars en 2014, une grande partie de la population perçoit un faible salaire ou se trouve au chômage. Ces personnes sont dans l'impossibilité de se protéger contre les chocs externes tels que la baisse des cours de pétrole… »

Plus globalement, ce constat est confirmé par l'indice de développement humain (IDH) qui place le pays en cent dixième position sur 188 ce qui, pour un pays pétrolier, n'est guère brillant. Depuis l'accession au pouvoir d'Ali Bongo, l'IDH a progressé moins vite, de 0,76 %, que les autres pays subsahariens (0,94 %).

Ping, un candidat redoutable

Jean Ping était l'un des hommes de confiance d'Omar Bongo. Il a été pendant des années ministre des Affaires étrangères, ex-mari de Pascaline et donc ancien beau-frère d'Ali Bongo. Il a aussi des parts dans la société Delta Synergie.

Omar Bongo le proposa à la présidence de l'Union Africaine avec le soutien actif de la France en 2008. Il fut un bon gestionnaire, soucieux de préserver les intérêts des dictateurs africains tout en collaborant activement avec les métropoles impérialistes, tant au niveau économique que diplomatique. Le seul point de divergence publique sera le dossier libyen où il proposera la médiation de l'Union africaine, qui fut superbement ignorée par Sarkozy, Cameron et Hillary Clinton, ce qui poussa l'administration Obama à soutenir matériellement l'intervention militaire franco-anglaise en Libye.

Battu par Nkosazana Dlamini-Zuma, lorsqu'il brigua un second mandat à la présidence de la commission de l'Union africaine, Jean Ping s'est lancé dans la politique grâce à sa fortune, son carnet d'adresses et ses liens avec les principaux dirigeants français et européens. Il est devenu un candidat redoutable en unifiant l'opposition derrière sa personne, seule stratégie possible pour une élection à un tour.

Ali Bongo et son ex beau-frère Jean Ping

Un cycle nouveau pourrait s'ouvrir

La situation ne se résume pas uniquement à un affrontement entre deux représentants de la bourgeoisie. Elle traduit aussi une crise profonde qui suit un processus identique à celui qui se déroule dans plusieurs pays. Lorsque les dictatures se fissurent, des pans du parti au pouvoir se détachent et rejoignent l'opposition.

C'est un encouragement pour les populations, une occasion pour elles de faire entendre leur voix. Tel est le cas en RDC avec le départ de la majorité présidentielle soutenant Kabila, de Vital Kamerhe, ancien président de l'Assemblée nationale et de Moïse Katumbi, ancien gouverneur de la province du Katanga. On

retrouve une situation similaire au Burkina Faso, où Roch Marc Christian Kaboré, un des dirigeants du Congrès pour la démocratie et le progrès, le parti au pouvoir de Compaoré, a rejoint l'opposition. Cela n'a pas manqué d'accentuer la crise politique, qui a débouché sur une révolution imposant de vraies élections démocratiques.

Au Gabon, la grande majorité de la population a fait de cette élection présidentielle un enjeu : celui de voir se terminer l'ère Bongo, de tourner la page et d'expérimenter une alternance. Désormais la victoire de Ping ne peut s'obtenir que dans la rue, vue la démission de toutes les structures internationales : Union africaine, Union européenne et Nations unies.

Un cycle nouveau pourrait s'ouvrir dans la vie politique gabonaise. Malgré la répression, les morts, les arrestations, les coupures d'Internet, les organisations politiques et de la société civile n'ont pas subi de défaite majeure, et Ali Bongo reste isolé sur la scène internationale, tout en disposant de bien peu de soutien à l'intérieur. La rue pourrait donc parvenir à imposer le respect des urnes, voie qui serait certainement la plus souhaitable pour la population.

Paul Martial

Vous pouvez retrouver l'entièreté de l'article sur le site Contretemps :
https://www.contretemps.eu/crise-gabon-bongo/

Forum social mondial : plus de deux cents visas refusés à des Africains

Non, nous ne sommes ni tristes, ni déçus, ni amers. Nous sommes ahuris, incrédules et définitivement révoltés que ce Forum Social Mondial 2016 ait pu avoir lieu sans notre participation. Nous n'imaginions même pas que l'idée de l'absence de l'Afrique à cette rencontre « mondiale » ait pu effleuré les esprits du comité d'organisation et, plus largement, de tous les militants altermondialistes quels qu'ils soient et d'où qu'ils soient.

Non, nous n'acceptons pas que le boycott soit venu des « empêchés » eux-mêmes et non pas de l'organisation du forum qui aurait dû faire ce travail au lieu de laisser toujours le sale boulot aux premières victimes de la violence institutionnalisée des pays du G7 dont fait partie le Canada.

Non, notre participation n'était pas « fondamentale », elle était obligatoire et inconditionnelle. D'après Raphaël Canet, coordinateur du collectif du FSM, la décision de la tenue de l'événement au Canada a été prise essentiellement afin de « dépasser la traditionnelle fracture Nord-Sud ». Or le résultat a été tout simplement l'inverse. Il rappelle également que « les inégalités s'accroissent partout » mais également que « les défis globaux n'ont pas de frontières ». Belle rhétorique.
Faut-il rappeler que cette fameuse fracture Nord-Sud existe bel et bien, qu'elle n'est ni une vue de l'esprit ni une façon de surestimer l'un ou de victimiser l'autre. Oui, l'Afrique est un continent martyrisé, pillé, insulté et, oui, c'est un acteur mondial incontournable car c'est grâce à lui que le Nord subsiste tant bien que mal dans un capitalisme effréné, prédateur et destructeur. Les inégalités, effectivement, s'accroissent partout mais encore une fois l'Afrique, et plus particulièrement les Africains, les subissent de plein fouet car au-delà d'inégalités sociales, économiques, politiques ou culturelles, ils sont humiliés par un Occident tout puissant qui les saigne un peu plus chaque jour et les assigne à résidence comme de vulgaires malfrats ou plus exactement comme les négligeables nègres qu'ils sont.

Les plus de 200 visas refusés aux Africains qui voulaient se rendre au Canada sont une fois de plus un abus impardonnable commis par un pays « démocratique » qui se veut l'ami des immigrés et qui fait partie des grandes puissances de ce monde. Mais nous sommes habitués à ces entorses répétées à la Déclaration universelle des droits de l'homme et nous n'attendons plus rien de ces États voyous. C'est d'abord pour ces raisons que le FSM avait vu le jour au Brésil en 2001, pour contrecarrer celui de Davos. Jusque-là rien de bien nouveau ni d'étonnant.
Ce qui est bien plus inquiétant, incompréhensible

et révoltant, c'est de voir les altermondialistes eux-mêmes, donc ceux qui, par définition, refusent, critiquent et militent contre cette mondialisation aveugle, réagir avec si peu de conviction et d'énergie à ce qui pour eux, pour nous tous, devrait constituer par essence le point de non-retour, la ligne infranchissable si facilement violée par les pouvoirs en place. Car en effet, le premier des boycotts, celui qui aurait démontré une vraie solidarité avec les « déboutés », celui qui aurait pu faire bouger les choses en dénonçant une politique raciste, injuste et discriminatoire, le premier des boycotts aurait dû être celui du Forum social mondial lui-même. Comment peut-on consciemment, sincèrement et efficacement continuer à discuter sur des questions telles que l'autodétermination des peuples, la solidarité internationale, les migrations et la citoyenneté sans frontière lorsqu'il manque à l'appel tout un pan des militants et de la société civile directement touchés par ces questions ?

Nous pensons et nous affirmons que ce Forum 2016, dans ces conditions, n'aurait pas dû avoir lieu, qu'il est donc illégitime et que tous ses participants auraient dû mettre leur énergie, leurs connaissances et leur militantisme à dénoncer courageusement et efficacement cette ultime humiliation imposée aux peuples du Sud (plus particulièrement aux Africains) et exiger du gouvernement canadien qu'il revienne sur sa décision inique. Il était donc de la responsabilité du comité du Forum de boycotter l'événement en demandant prioritairement à tous les participants de se focaliser sur un seul et ultime objectif : rétablir les Africains dans leurs droits d'êtres humains pouvant comme n'importe quel autre citoyen participer à une rencontre mondiale sans que leur couleur de peau, leur lieu de vie ou leur classe sociale ne représentent une entrave. Cela aurait pu se traduire par des marches, des manifestations, des sittings devant les institutions responsables, des pétitions dans la ville de Montréal sous un seul mot d'ordre : « Avec les Africains sinon rien ». Tant que cela n'était pas réglé, il ne servait absolument à rien de parler d'autre chose. Avec cette attitude légère et peu responsable, le FSM court le risque de voir sa crédibilité contestée en se résumant, année après année, à prêcher dans le désert (même avec toute la sincérité du monde) par des condamnations de principe du modèle capitaliste et du système néolibéral et en laissant de côté ou, à d'autres, le soin de mener les actions fortes, concrètes et urgentes comme il en avait l'occasion avec cette situation inédite. Un véritable contre-pouvoir n'existe qu'à ce prix là.
Nous déplorons également que les mêmes Africains n'aient toujours pas été écoutés lorsqu'ils ont, dès le Forum social ouest africain à Conakry le 13 juillet dernier, alerté et fait part de leurs inquiétudes quant aux possibilités de déplacements et aux difficultés financières auxquelles allaient être confrontés les militants du Sud pour se rendre au Canada.

Dans ces conditions, il n'est donc plus à démontrer que le FSM doit revenir à ses origines, au Sud donc et que toutes les luttes sociales, raciales et économiques n'ont pour l'instant qu'un effet limité sur le droit et la justice et que tant qu'un véritable contre-pouvoir ne se mettra pas réellement en place par le biais d'une action forte, courageuse et déterminée, toutes les réunions, discours et condamnations resteront vains.

Nous, panafricanistes engagés, infatigables et déterminés, unis pour une Afrique forte et insoumise, après avoir connu l'esclavage, la colonisation et le néo-colonialisme, refusons catégoriquement et définitivement de continuer à subir. C'est pour ces raisons, qu'une grande partie des nôtres a tenu à boycotter ce forum 2016 (y compris des personnes ayant obtenu le visa). Nous les remercions et rendons hommage au courage, à la détermination et la solidarité d'hommes prêts à se lever et à s'exposer dès qu'une injustice est commise, que ce soit au Nord comme au Sud.

Korrenti di ativista
(mouvement cabraliste, Cap Vert)

Tchad : l'impasse après la mascarade électorale du 10 avril

A l'instar de ses homologues africains, Denis Sassou N'Guesso du Congo, Ismaël Oumar Guelleh de Djibouti qui ont organisé des simulacres d'élections, Idriss Deby au Tchad n'a pas dérogé à la règle. Il a organisé le 10 avril 2016 une élection présidentielle traduite par une véritable mascarade dans un contexte de tension politique et sociale, marquée par de nombreuses arrestations de membres de la société civile et des mouvements citoyens hostiles à sa candidature à un cinquième mandat. Il s'est fait élire avec un score de 61,56 % qui lui a été attribué par une commission électorale nationale indépendante (Céni) et un Conseil constitutionnel qui lui sont totalement acquis.

Le 10 avril, plus de six millions d'électeurs-(rices) ont voté dans un contexte politique particulier. Pour la première fois, la biométrie a été introduite dans les traditions électorales du pays afin de garantir une élection libre, juste, transparente et équitable.

Si l'avènement de la biométrie au Nigéria, au Ghana et dans d'autres pays africains, a abouti à des élections libres et transparentes, sanctionnées par des présidents démocratiquement élus, il n'en va pas de même au Tchad où a eu lieu une élection fortement contestée et marquée par des violences.

Le processus électoral a été biaisé en amont par le régime d'Idriss Deby à travers la Céni, institution gouvernementale totalement acquise au pouvoir. Elle a procédé au nez et à la barbe de tous à l'enrôlement massif, dans les camps, de réfugiés soudanais, centrafricains et nigérians auxquels elle a délivré des cartes d'électeurs pour le compte du Mouvement patriotique du salut (MPS), le parti au pouvoir.

L'opposition avait dénoncé cette tricherie évidente sans obtenir gain de cause. Le processus électoral a été interrompu de manière unilatérale par le gouvernement pour organiser une élection qui ne répond pas aux normes démocratiques.

Plusieurs militaires arrêtés et torturés

Redoutant un inévitable hold-up électoral par le régime, les organisations de la société civile et des mouvements citoyens ont créé des plateformes appelées **:** « Trop c'est trop », « Ça suffit » et « Iyina, on est fatigué » pour contester la candidature d'Idriss Deby à ce cinquième mandat à travers des manifestations et autres moyens pacifiques. Cette prise de conscience citoyenne s'est heurtée à la résistance du régime qui a procédé à des arrestations arbitraires des leaders de ces organisations, mettant ainsi, un terme à toute mobilisation populaire dans le pays. Le 10 avril, l'élection présidentielle s'est déroulée dans un calme et surtout une mobilisation réelle des Tchadiens qui ont voulu changer le cours de l'histoire du pays par les urnes afin d'aboutir à une d'alternance politique pacifique. Mais, fidèle à sa légendaire tradition d'intimidation et de répression, le régime a déployé des militaires sur l'ensemble du territoire afin de dissuader les électeurs favorables aux partis d'opposition de voter en faveur de ces derniers.

Pour n'avoir pas voté Idriss Deby le 9 avril, plusieurs militaires ont été arrêtés, torturés et envoyés au Nord pour subir des sévices. Certains d'entre eux ont mystérieusement disparu.
L'isoloir étant transparent, les autorités ont pu surveiller et identifier les militaires n'ayant pas voté pour le candidat Idriss Deby. Leurs familles ont alerté l'opposition et la société civile qui ont relayé l'information pour l'opinion publique. Le 26 août dernier, le parquet de N'Djamena a classé sans suite le dossier lié à la disparition de ces militaires. Les organisations internationales comme Amnesty International et la Fédération International de Défense des Droits (FIDH) envisagent de saisir les juridictions internationales pour faire la lumière dans cette affaire.

Idriss Deby investi le 8 août dans un climat tendu

Il est indéniable que l'élection présidentielle s'est déroulée dans de conditions irrégulières. En dépit des manœuvres du régime, les candidats de l'opposition ont réussi à battre un Idriss Deby devenu impopulaire du fait de sa mauvaise gestion et des violations des droits humains dont sont victime les Tchadiens. Ce qui a poussé les électeurs à voter pour les candidats de

l'opposition qui aspirent au changement et à l'alternance.

Mais au moment où tout le pays s'attendait à un second tour, à la surprise générale, la Ceni et le Conseil constitutionnel, sur ordre du pouvoir, ont modifié tous les procès-verbaux en annonçant de faux résultats pour faire réélire Idriss Deby avec un score de 61,56 %.
Après une mascarade électorale, Idriss Deby a été investi, le 8 août dans un climat tendu. L'opposition regroupée au sein du Front de l'opposition nouvelle pour l'alternance et le changement (Fonac) avait annoncé des actions citoyennes pour protester contre ce hold-up électoral. Elle a appelé à des meetings et à une ville morte. Ses marches ont été interdites et réprimées. Un jeune étudiant a été abattu par les forces de l'ordre.

Seule l'implication de la communauté internationale pourrait contraindre Deby

Vu des institutions internationales, Organisation des Nations Unies, Union Européenne, Union africaine et des États-Unis, Idriss Deby reste un allié de poids dans la lutte contre le terrorisme au Sahel où le Tchad occupe une place stratégique. Ce postulat est contesté par les Tchadiens dans leur écrasante majorité. L'approche internationale contraste totalement avec les principes universels qui régissent ces organisations et les partenaires du développement.
Depuis 26 ans, Idriss Deby dirige le Tchad d'une main de fer grâce à une armée répressive composée essentiellement des membres de sa famille. Ils occupent les postes militaires stratégiques. Si dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et le maintien de la paix l'intervention de l'armée est saluée sous d'autres cieux, elle est en revanche dépréciée au niveau national car elle réprime et tue les Tchadiens dans une totale impunité.
Devant ce blocage politique, le secrétaire général adjoint des Nations unies, Jeffrey Feltman**,** reçu début juillet, par Idriss Deby, l'avait appelé à la tenue d'un dialogue politique inclusif avant les élections législatives. Mais le pouvoir n'est pas enclin à organiser ce dialogue, élargi aux organisations de la société civile, aux forces démocratiques et aux mouvements d'opposition politico-militaire qui menacent de reprendre la lutte armée. L'opposition, la société civile et la diaspora, très actives, estiment par ailleurs qu'aucun dialogue ne peut être entamé avec le pouvoir et Idriss Deby sans avoir réglé le contentieux post-électoral.
Au regard de cette situation extrêmement préoccupante, le Tchad se trouve dans une impasse au niveau politique, social et économique. Seule une implication massive de la communauté internationale pourrait contraindre Idriss Deby à céder. Toutefois, il revient aux Tchadiens, premiers concernés, de se mobiliser contre les pratiques anti-démocratiques de ce régime à travers des actions citoyennes d'envergures qui feront triompher la démocratie et l'état de droit pour des aspirations populaires.

Makaila Nguebla

www.makaila.fr

"Mozambique: néolibéralisme et guerre civile"

Nous publions dans ce numéro la première des trois parties d'un entretien avec un des meilleurs spécialistes de l'Afrique Lusophone, **Michel Cahen**, directeur de recherche CNRS à la Casa de Velázquez (Madrid) et à l'Instituto de Ciências Sociais (Lisbonne). La seconde partie sera consacré à l'Angola et la dernière abordera le Cap Vert, la Guinée Bissau et Sao Tomé-et-Principe.

Cet entretien a eu lieu au mois de mai 2016 , et la nouvelle de l'assassinat de Jeremias Pondeca le 10 octobre confirme la pertinence des propos recueillis.

Afriques en lutte : Peux-tu nous rappeler le processus de décolonisation du Mozambique ?

Le Mozambique a une histoire particulière. Ce morceau de territoire, sur les bords de l'Océan Indien en face de Madagascar, est divisé par des rivalités impérialistes à la fin du XIX^{e} siècle où l'on trouve les vieilles élites coloniales créoles, luso-indienne, luso-africaine ou arabo-portugaise. Tout un complexe swahili sur l'Océan Indien a été totalement marginalisé par la décision du Portugal de changer la capitale de l'Ile de Mozambique, qui est juste en face des Comores, au profit de Lourenço Marques, aujourd'hui Maputo situé dans la baie de la Delagoa, un formidable port naturel qui permet l'évacuation des marchandises de l'Afrique du Sud. Cela a complètement marginalisé les vieilles élites.
Quand le Frelimo (Front de libération du Mozambique) surgit, en 1962, il est unique, non parce qu'il réussit à unir des groupuscules, mais parce qu'il est le seul capable de créer un mouvement nationaliste moderniste avec de bonnes connexions internationales. C'est une unicité plus qu'une union.

Le Frelimo va donc entamer une guerre de libération nationale ?

La guérilla du Frelimo connaît des succès variables et, même si la situation empirait pour les Portugais à partir de 1970, ils tenaient le coup techniquement. Mais une guerre ne se gagne pas que techniquement. Ainsi au bout de dix ans, les militaires portugais se demandaient pourquoi et dans quel but ils se battaient, alors que tous les autres pays africains étaient pratiquement décolonisés ; il ne restait plus que la Rhodésie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. Pourquoi se battre, pourquoi 44 % du budget de l'état passait-il dans les guerres coloniales au lieu de développer le Portugal lui-même ? C'est la fatigue, l'isolement et la démoralisation qui l'ont emporté. Puis il y a eu ce coup d'État démocratique, si l'on peut dire, qui a abattu une dictature et qui tout de suite a débouché sur des revendications sociales. En 1974, le Portugal reconnaît l'indépendance que la Guinée-Bissau avait déjà proclamé un an auparavant et, en 1975, celle des quatre autres colonies : l'Angola, le Mozambique, le Cap-Vert et un petit pays qui est dans le golfe de Guinée, São Tomé et Príncipe. Tous ces pays ont immédiatement des régimes de parti unique, ce qui est une catastrophe. Ils ne sont pas partis uniques parce que « marxistes-léninistes », c'est l'inverse : leurs élites voulaient le parti unique et ont trouvé un outil commode dans le marxisme stalinisé. Du reste, ils ne le sont pas tous officiellement, le PAIGC et son dirigeant Amilcar Cabral – qui avait explicitement dit qu'il n'était pas marxiste – se réclament de la « démocratie révolutionnaire ». Cela dit, le schéma politique

est un peu le même, c'est surtout qu'à l'époque (presque) tout le monde soutenait les partis uniques, de droite ou de gauche, l'Onu, l'OUA tout le monde ne voulait qu'un seul parti par pays. C'était l'époque du paradigme très paternaliste selon lequel l'Afrique en était encore à l'étape de la création des nations et que, donc, il fallait des partis uniques pour unir des « tribus éparpillées ». En réalité ce fonctionnement a profondément divisé les peuples africains et n'a pas permis la création de véritables unités nationales. Alors tout de suite il y eut des guerres civiles.

Au Mozambique pendant 3 ans il y a eu quelques incursions militaires de la Rhodésie, mais à partir de 1977 apparaît un mouvement, la Renamo (Résistance nationale du Mozambique), soutenu fortement par la Rhodésie mais qui réussit à se construire une base sociale et va mener une guerre civile qui ne prendra fin que suite aux accords de Rome en 1992.

Comment expliquer que la Renamo ait réussi à construire une base sociale alors qu'elle a été soutenue par la Rhodésie et l'Afrique du Sud de l'apartheid ?

C'est une question qui a fait polémique pendant très longtemps, tous ceux qui avaient soutenu les luttes contre la colonisation portugaise, contre l'apartheid n'ont pas voulu comprendre que la Renamo avait une vraie base sociale et que c'était une vraie guerre civile. Effectivement la Renamo avait été soutenue par les services secrets rhodésiens et sud-africains.

Cependant il faut comprendre deux choses. Premièrement, pour les paysans, l'Afrique du sud n'était pas du tout un repoussoir, parce qu'ils y émigraient depuis très longtemps notamment dans le Sud et parfois le centre du pays et travaillaient dans les mines. Même maltraités, même avec le racisme, ils gagnaient dix fois plus d'argent qu'au Mozambique et quand ils rentraient ils pouvaient se marier, acheter des bœufs, avoir une charrue et commencer une petite exploitation. Donc l'Afrique du Sud n'avait pas mauvaise réputation dans la population mozambicaine. Deuxièmement, l'apartheid était quelque chose de loin et ce qui était près, c'était la politique du Frelimo qui, au nom du « marxisme-léninisme » mais en réalité à cause d'une orientation petite-bourgeoise politico-bureaucratique, a eu une politique de modernisation autoritaire extrêmement hostile envers la société africaine. D'abord, ils ont attaqué frontalement les religions, pas simplement les religions compromises avec le colonialisme comme le catholicisme, encore faut-il éviter de simplifier : parce que si le sommet de l'Église catholique a bien été en faveur du Portugal jusqu'au bout, beaucoup de missionnaires en brousse étaient tout à fait proches des Africains et soit soutenaient, soit au moins comprenaient leurs aspirations. Il y avait des églises protestantes dont certaines, pas toutes, ont soutenu la lutte de libération nationale. Le Frelimo a aussi attaqué les religions africaines, il a interdit les rituels de pluie et ensuite, bien évidemment, il y a eu des sécheresses, et certaines danses très populaires, avec une vision à la fois puritaine et très modernisatrice. Il y eut un peu, même s'il faut faire attention aux comparaisons, un aspect Pol Pot, khmer rouge, pour moderniser les paysans au knout, leur interdire l'habitat dispersé et les obliger à se réunir en villages communautaires, un peu sur les modèles kolkhoze ou kibboutz. Le problème, c'est qu'ils ont concentré les paysans, les producteurs, mais qu'ils n'ont pas eu les moyens de concentrer les moyens de production. En obligeant les paysans à se réunir dans un même endroit, ils les ont d'abord fait tomber dans la dépendance du lignage qui était à cet endroit. Les paysans se sont ensuite mis à cultiver intensément tous les mêmes terres, sans possibilité de rotation et comme il n'y avait pas d'engrais, pas de pesticide, pas d'irrigation, les terres se sont rapidement épuisées. Les paysans sont retournés dans leurs anciens champs, mais obligés de vivre dans les villages communautaires, ils marchaient 15 km dans

chaque sens tous les jours. De plus il y avait aussi le gros problème des esprits des ancêtres, auxquels on rend un culte : eux étaient restés sur les anciennes terres et n'y vivant plus, les habitants ne pouvaient plus les honorer, cela expliquait tous les malheurs qui arrivaient.
Bref, les paysans ont vécu plus mal avec le Frelimo après l'indépendance que lors des dernières années de la colonisation. Je dis bien les dernières années, c'est à dire après 1962 quand le travail forcé a été aboli. Parce que les douze dernières années de la colonisation 1962/74 au Mozambique sont des années où il y a eu un vrai progrès social, un colonialisme développementaliste si l'on veut.
Cette guérilla créée par la Rhodésie, quand elle arrive dans un village communautaire, la première chose qu'elle fait est de tuer son président, le chef de la milice, le secrétaire du parti si possible avec femme et enfants et elle dit aux paysans : « Retournez dans votre habitat traditionnel. » Évidemment les gens ont été d'accord et cela a créé une base sociale à la Renamo. Ce n'est donc pas le fait qu'elle ait été soutenue par l'Afrique du Sud, ouvertement jusqu'en 1984 et clandestinement ensuite après l'accord d'Incomati, qui explique la force de la Rénamo dans le pays. C'est avant tout parce qu'elle a réussi à se créer une base sociale du fait de la profonde crise provoquée par la politique de modernisation autoritaire du Frelimo. Non que les paysans fussent contre une modernisation, mais celle-ci ne leur apportait aucun progrès, aucune avancée sociale, ils vivaient plus mal qu'avant.

Pourquoi le Frelimo a-t-il fait une telle politique ?

L'idée était, comme disait Samora Machel, le premier président de la République mozambicaine, de créer des « villes rurales » et de regrouper les paysans pour les « organiser », c'est-à-dire les encadrer, les surveiller, les « nationaliser » au sens littéral du mot (les faire entrer dans la nation moderne imaginée par l'élite du Frelimo). Cela a très mal fonctionné, sans parler du fait qu'il y a aussi eu des opérations de répressions contre tous les secteurs informels en ville. Ainsi la fameuse « opération production » en 1983 expulsa des villes des dizaines de milliers de gens du secteur informel en les envoyant par avion en pleine brousse, où ils sont morts de faim, simplement parce qu'il fallait vider les villes des dits improductifs. C'était une politique extrêmement autoritaire, qui n'avait rien de révolutionnaire et d'émancipateur même si elle s'est faite au nom du « marxisme-léninisme ». En fait, c'était une politique de paternalisme autoritaire visant à transformer les gens en petits fonctionnaires bureaucratiques et, en fait, le modèle social était celui du pays colonisateur. Le Portugal est l'État nation probablement le plus homogène de toute l'Europe avec une seule langue, et, à l'époque coloniale, avec un État principal acteur de l'économie, avec les principaux grands services, comme les chemins de fer et les ports étaient sa propriété, avec un parti unique à l'époque du fascisme et des syndicats uniques corporatifs.
Après la fin de l'apartheid en 1991, la guerre va durer encore deux ans : la Renamo bénéficiait d'un soutien populaire et se ravitaillait en armes en attaquant les casernes. D'ailleurs on l'a vu après les élections de 1994, elle n'a pas gagné mais elle a quand même eu 35 % des voix au niveau national et la majorité dans certaines provinces. 35 % des voix, y compris dans des zones qu'elle n'avait jamais occupées militairement. Il est difficile de dire qu'il s'agissait simplement de mercenaires, de suppôts de l'apartheid, de « bandits armés », etc. La guerre d'agression des toutes premières années s'est transformée en une véritable guerre civile. La Renamo est apparue à une fraction de la paysannerie et à des secteurs sociaux marginalisés de la ville comme un moyen de se protéger de l'État moderne.
Maintenant, pour répondre à la question initiale, je pense que c'est le reflet de la nature sociale de sa petite élite : elle a été formée d'Africains (noirs assimilés – c'est-à-dire citoyens portugais – ou métis) vivant dans de métiers bureaucratiques (administration, services, missions…), très coupés de la société traditionnelle. Cette élite prenant le pouvoir d'État grâce au parti unique a exprimé son habitus par cet imaginaire national très portugais en définitive…

Peut-on parler de soutien communautaire à la Renamo ?

Si ta question porte sur les ethnicités, il faut être prudent. L'ethnicité relève d'une réalité très importante en Afrique, que, dans nos courants marxistes on a trop tendance soit à sous-estimer, soit à dévaloriser. Or, l'ethnicité, ce n'est rien d'autre que les sentiments nationaux en Europe ! Il est rare en Afrique que des guerres soient

purement interethniques, une guerre ethnique cache souvent des problèmes sociaux.
Le Frelimo est *principalement* dirigé par un groupe ethnique du Sud, mais ce n'est pas un parti tribaliste du Sud parce qu'il y a aussi des gens de tout le reste du pays et les dirigeants de la Renamo sont principalement issus des groupes du centre, mais c'est également une rébellion dans laquelle il y a eu tous les groupes ethniques du pays avec une faiblesse dans le Sud. Souvent les rancœurs sont plus régionales qu'ethniques : par exemple le fait que la capitale soit dans l'extrême sud et surtout qu'elle absorbe 80 % des investissements étrangers. Ce sont des inégalités qui ont été produites par les colonisateurs mais que le Frelimo a maintenues et il y a donc une rancœur régionale dans le centre et le nord du pays qui se considèrent comme exploités par le Sud. Mais ce ne sont pas « des tribus qui se battent entre elles » !

Considères-tu les élections comme crédibles ?
La réponse est forcément nuancée. Pour simplifier, je dirai « non ». Le résultat ne correspond pas à la volonté des Mozambicains, ce qui ne veut pas dire que la Renamo a gagné à chaque fois et qu'elle a été exclue par la fraude du Frelimo. Il y a eu de la fraude à chaque fois mais sur le plan technique ce n'est pas simplement une question de fraude. Un paysan sait très bien qu'il vit mieux s'il a la carte du parti au pouvoir que s'il est dans l'opposition, un commerçant qui a besoin d'un prêt à la banque sait qu'il ne l'aura pas s'il n'a pas la carte du parti, pour être professeur ou infirmière, il faut la carte, pour être un chef traditionnel reconnu par le gouvernement, pour des tas de choses on sait bien qu'on vit mieux si on a la carte ; tout cela pèse énormément sur les consciences. C'est ce que les sociologues appellent le néo-patrimonialisme, c'est-à-dire l'utilisation des ressources de l'État à des fins privés. L'État est profondément « partidarisé », presque autant aujourd'hui que sous le parti unique : tout le monde sait que l'État, c'est le Frelimo, ce n'est pas du tout un État (plus ou moins) indépendant comme en Europe ou dans les pays véritablement pluralistes. Cela pèse évidemment sur les gens : il y a parfois des situations caricaturales où le nombre d'adhérents du Frelimo est plus important que le nombre de ses électeurs...
Oui, il y a de la fraude, par exemple en 1999, il y a eu une fraude gigantesque à l'aide d'un programme informatique clandestin qui a inversé les résultats : la Renamo avait probablement gagné l'élection présidentielle, probablement pas les législatives. Cela a provoqué un phénomène de rétraction lors des élections suivantes, en 2004 et en 2009, où l'électorat de la Renamo n'a tout simplement plus voté. Dans les entrevues que j'ai pu faire, les gens me disaient : « je vais voter mais ensuite mon vote est remplacé donc je ne vote plus, cela ne sert à rien ». Cela est compréhensible mais a renforcé le pouvoir. On voit que les taux d'abstention ont été systématiquement beaucoup plus forts dans les zones d'implantation traditionnelle de la Rénamo que dans celles du pouvoir. Est-ce que ces fraudes sont suffisantes à chaque fois pour inverser les résultats ? Difficile à dire, mais est-ce qu'elles ont transformé des résultats à chaque fois, c'est évident. Lors des dernières élections que j'ai observées sur place en octobre 2014, qui ont eu lieu après une crise en 2013/14 au cours de laquelle la Renamo avait partiellement repris les armes, celle-ci a doublé son score. Les gens avaient recommencé à voter, notamment des jeunes très pauvres du Nord qui ont voté pour la Renamo parce qu'ils savent qu'elle a des armes.

Les armes, est-ce un plus pour les partis ?
Il faut bien comprendre la situation, et ne pas être eurocentrique avec nos visions de Blancs du Nord. On n'est pas dans une société de tradition démocratique, au Mozambique à l'époque précoloniale les royaumes n'étaient pas démocratiques, la société coloniale n'était pas démocratique, la première période post-coloniale avec, au nom du « marxisme-léninisme », le parti unique n'était pas démocratique et le régime néo-patrimonial actuel ne l'est pas non plus ! On n'est pas dans des sociétés de citoyens, on est dans une société de sujets. Quand je dis cela, je n'ai pas du tout une vision culturaliste pour dire que les Africains seraient des sujets et non pas de citoyens, pas du tout, parce que la même personne a un moment donné peut être un sujet, puis le lendemain un citoyen. On l'a bien vu lors de la révolution en Tunisie où les gens, qui cherchaient avant à s'accommoder de Ben Ali et du pouvoir en place, sont passés pour une grande partie d'entre eux à la rébellion et ont fait une révolution d'une importance, comme on le sait, continentale.
Un citoyen est quelqu'un qui, lorsqu'il est

mécontent, va exiger que la république satisfasse ses *droits* : le droit à l'éducation, à la santé, à la nourriture, etc. Le sujet, lui, recherche non pas des droits, mais la *faveur* du Maître. Ainsi par exemple, en 2008 et 2010, il y a eu des émeutes dans la capitale à Maputo contre les augmentations de tous les produits de première nécessité, c'était des émeutes purement sociales qui n'ont eu aucune conséquence politique immédiate. Je me rappellerai toujours un jeune émeutier qui mettait le feu à des pneus et qui disait « Tamos chorar pra nosso pai » – « *nous pleurons pour notre père* », c'est-à-dire : « Nous implorons le président de la République d'être gentil avec nous ». C'était la demande d'une faveur : que le Maître daigne être bon avec le peuple. Ces mêmes gens en 2009, ont revoté pour le Frelimo. Aujourd'hui cela pourrait peut-être changer, mais donc c'est une société de sujets dans laquelle les gens ne recherchent pas directement plus de démocratie (bien sûr, nous les sociologues et historiens pourrons analyser cela comme la recherche confuse de la démocratie), mais dans l'immédiat ce qu'ils cherchent c'est un bon maître qui les débarrassera d'un mauvais.

Alors justement parlons du « *mauvais maître* »…

Le mauvais maître, c'est le président de la République, Armando Guebuza qui a exercé deux mandats.[1] Très autoritaire, c'est un vrai bandit qui est devenu extrêmement riche du fait d'importantes prévarications, il a endetté l'État clandestinement, le FMI a d'ailleurs rompu ses relations avec le Mozambique. En ce moment, la situation est assez difficile et le chef de la rébellion, Afonso Dhlakama est retourné en brousse, parce que toutes les négociations avec le Frelimo ont échoué. Le pouvoir a essayé de le tuer à plusieurs reprises, mais il s'en est toujours sorti. Il a résisté et a vaincu militairement les troupes du Frelimo dans son fief. En tant que chef de guerre qui sait résister au Maître, il a de nouveau acquis la réputation d'être lui-même un maître et donc un chef alternatif : les gens ont été attirés par cela, on peut l'expliquer de manière simple.

Il y a un troisième parti d'opposition, le MDM (Mouvement démocratique du Mozambique), une scission de la Renamo, qui a attiré des gens très différents. Ce parti n'est pas de gauche (il y a aucun parti de gauche au Mozambique), mais il attire des gens qui, s'il y avait un parti de gauche, iraient vers ce parti : des fonctionnaires, des intellectuels, des paysans dans certaines régions. Le MDM a eu un discours pacifiste en expliquant que, lui, n'avait pas d'armes, se différenciant ainsi du Frelimo et de la Renamo. Ce discours pourrait me plaire et me plaît, mais pour les gens ce fut le contraire : « Si vous n'avez pas d'armes, comment allez-vous faire pour nous protéger du Frelimo ? » Les gens qui pouvaient être attirés par le MDM ont voté pour la Rénamo, un vote utile en faveur des groupes armés.

Le Frelimo n'a jamais partagé le pouvoir, ni sur le plan politique, ni sur le plan social. Toutes les nouvelles ressources minérales : le gaz découvert dans le Sud, le pétrole offshore au nord, les grandes mines de charbon remises en route dans le centre ne profitent qu'à l'élite. Cette minorité est en train de devenir de plus en plus riche alors que le peuple, s'il ne s'appauvrit pas, n'améliore pas sa situation depuis la fin de la guerre civile. Cela créé un mécontentement très fort qui malheureusement ne s'exprime pas encore par la volonté d'une république démocratique, mais par une volonté de changer de maître.

Le Frelimo applique toujours la règle du «*the winner-takes-all* » (le vainqueur prend tout). Ainsi quand il gagne les élections au plan national, avec ou sans fraude, il prend non seulement le gouvernement et tous les postes de gouverneurs, même dans les régions où l'opposition est majoritaire, mais aussi tous les postes d'administrateurs de district, tous les chefs de poste, tous les directeurs de service, les chefs traditionnels ne seront reconnus que s'ils ont la

carte du pouvoir, donc les gens peuvent voter ce qu'ils veulent, en réalité la totalité de l'administration et de l'État restent identiques. Cela crée des situations d'exaspération. J'ai constaté dans le Nord du pays quand j'ai suivi la campagne, qu'il y a beaucoup de jeunes gens (surtout des garçons) très pauvres, ruraux ou urbains, sans aucun espoir, qui étaient prêts à repartir en guerre. Ce qui aurait été suicidaire pour la Renamo il y a vingt ans, pas très longtemps après la guerre civile, devient possible aujourd'hui : une nouvelle génération apparaît, des tas de jeunes savent qu'on vit mieux avec une kalachnikov que sans. La guerre devient un projet de vie et la Renamo aujourd'hui n'a pas de problèmes pour les recruter et reprendre la lutte armée.

Il y a donc un risque de reprise de la guerre civile…

Exactement, je continue à le craindre[2]. Il faut bien comprendre qu'Afonso Dhlakama – le président de la Renamo – est en fait un modéré et s'il n'y a pas eu d'émeutes et d'attaques sanglantes contre les sièges du Frelimo partout dans le pays avec des jeunes ruraux venant les attaquer au coupe-coupe, c'est parce Dhlakama leur a dit de ne pas bouger. Il y avait notamment un gros problème avec les anciens combattants de la Renamo : contrairement à ceux du Frelimo, ils n'ont en général pas de pensions de l'État, ils n'ont rien eu à l'exception d'un petit subside de l'Onu, lors de leur démobilisation en 1992-93. Ils sont rentrés chez eux y compris quand il y avait eu des massacres au sein de la famille. On a fait les cérémonies nécessaires destinées aux esprits des ancêtres pour qu'ils pardonnent les crimes. Les jeunes soldats ont été réintégrés, sauf qu'ils ont été ensuite extrêmement ostracisés par les autorités. L'administration 100 % Frelimo les traitait de bandits armés, l'appellation officielle de l'époque contre la guérilla. Beaucoup sont alors retournés dans les anciennes bases de la Renamo où ils ont formé des villages d'anciens combattants où ils vivaient dans une très grande pauvreté, d'autant plus que la Renamo avait de moins en moins d'argent et ne pouvait pratiquement plus les aider. En 2007, une association d'anciens combattants de la Renamo a été crée, mais qui ne fonctionna pas. Je pense que le président de la Renamo, Afonso Dhlakama, n'en voulait pas parce que cela aurait créé un vrai pouvoir au sein de son parti et qu'il veut rester seul maître à bord. Quand il a décidé en 2008 de ne plus vivre dans la capitale et de venir à Nampula (dans le Nord), des centaines d'anciens combattants sont venus entourer sa maison pour faire pression sur lui, il devait absolument obtenir quelque chose pour eux. C'est à ce moment-là, en 2012, qu'il a décidé de repartir en brousse dans le centre, sa zone d'origine, et les anciens combattants l'ont suivi. Le Frelimo a essayé de désarmer ces gens et de tuer Dhlakama plusieurs fois sans jamais y parvenir. Mais les affrontements militaires sont purement défensifs du côté de la Renamo : dès qu'une colonne du Frelimo avançait vers ces zones, la Renamo attaquait. C'est toujours la Renamo qui a eu le dessus, augmentant le prestige de Dhlakama.

Dans la troupe gouvernementale, il y a énormément de désertions, la révolte des jeunes contre la conscription s'est transformée en émeute à Beira, deuxième ville du pays. Les accords de paix du 5 septembre 2014 ont permis à la Renamo de participer aux élections d'octobre 2014 et elle a doublé ses voix. Depuis, la situation est bloquée car la Renamo ne reconnaît pas les résultats des élections, elle considère que le Frelimo a fraudé, ce qui est absolument certain mais il est très difficile dans les localités de le prouver. Je ne sais pas dans quelle mesure cela a changé ces résultats mais, comme compromis, la Renamo a proposé de nommer les gouverneurs dans les régions où elle est majoritaire, les six régions du centre et du nord. Le Frelimo a systématiquement refusé cela. Il y avait aussi eu un accord de « départisation » de l'État accepté par la commission mixte de négociation, mais dès le lendemain le groupe parlementaire du Frelimo a refusé et a enterré le projet.

Au début, le nouveau président Felipe Nyusi, devait se démarquer de l'ancien président Guebuza et il a donné l'impression d'être ouvert pour négocier avec la Renamo pendant quelques mois. Mais de plus en plus il ne parle que de la voie armée, refuse toute réforme constitutionnelle : cela veut dire retour à la guerre civile. Il y a au sein du Frelimo, je ne sais pas si c'est le président lui-même qui ne contrôle

pas son appareil de sécurité ou joue un double jeu cynique, mais il y a de toute évidence une aile du Frelimo qui pense que l'on peut régler le problème militairement. Il y a des escadrons de la mort qui exécutent de nombreux dirigeants locaux et régionaux de la Renamo, un peu comme dans les dictatures latino-américaines des années 1960/70. Il y a eu trois tentatives d'assassinat de Dhlakama lui-même qui, miraculeusement, ont toutes échoué ; un attentat réussi contre le secrétaire général de la Renamo qui a été grièvement blessé, un autre qui a tué le représentant de la Renamo au conseil national de défense, qui est pourtant un organisme officiel. Pour l'instant ils ne se sont pas encore attaqués aux députés, mais cela va venir. Il y a vraiment l'idée qu'on peut régler le problème militairement, ce qui est à mon avis complètement fou. Même si Dhlakama est tué, il est évident qu'ils ont pensé au problème et que le successeur est déjà désigné. À la limite, cela ne peut qu'empirer car s'il y a un problème de leadership au sein de la Renamo, il va y avoir un éparpillement de groupes armés dans tout le pays, alors qu'aujourd'hui c'est un groupe extrêmement discipliné, une armée de guérilla qui obéit à son chef.

Il y a des combats d'une intensité parfaitement comparable à celle de la première guerre civile dans le centre, dans la zone de Gorongosa, dans le nord-ouest de la province de Tete, sur la zone frontalière avec la Zambie et le Malawi et dans certains endroits de la Zambézie – cette grande province du centre nord – notamment autour de Morrumbala. Ils ne se sont pas encore étendus à la totalité du territoire, mais à mon avis cela va continuer parce que le Frelimo pense qu'il peut gagner la guerre. Quant à la Renamo, elle doit améliorer son rapport de force pour de futures négociations et a tout intérêt à développer une guerre de guérilla.

C'est un avenir sombre pour le Mozambique…

Il y a des milliers de réfugiés au Malawi venus de la région de Tsangano, dans le nord de la province de Tete, mais maintenant les réfugiés viennent aussi de la province de Zambezia. Ils ne fuient pas la Renamo, mais les exactions du Frelimo. La politique de l'armée consiste à attaquer la population elle-même pour faire le vide autour des bases de la Renamo. Avec une très grande mauvaise foi, le Frelimo ne reconnaît pas qu'il y a des réfugiés au Malawi, ce qui évidemment envenime les relations avec ce pays car cela coûte cher de maintenir des camps de réfugiés.

La situation est extrêmement dégradée au Mozambique, y compris au niveau économique, aggravée par le pillage des ressources de l'État. Par exemple le pays a emprunté 800 millions de dollars pour l'achat de bateaux fabriqués en France, par EMATUM – une société de pêche de thon – qui en fait est une couverture pour acheter des armes. Au-delà de ce scandale connu, il y a deux autres emprunts clandestins. L'État est endetté de 2 milliards de dollars en plus de la dette reconnue, entraînant la rupture des relations avec le FMI. La monnaie – le metical – est en train de dégringoler, ce qui renchérit les importations, notamment d'Afrique du Sud, parce que le rand est une monnaie qui tient mieux le choc et probablement que cela va engendrer une augmentation des prix des biens de consommation courante dans les villes et déboucher sur des émeutes urbaines. Il est possible que les problèmes sociaux, les émeutes urbaines, une société civile qui reste faible, conjugués avec la pression de la Renamo, obligent le gouvernement à des négociations de paix, mais cela reste peu probable parce que les questions politico-économiques et militaires ont des temporalités différentes.

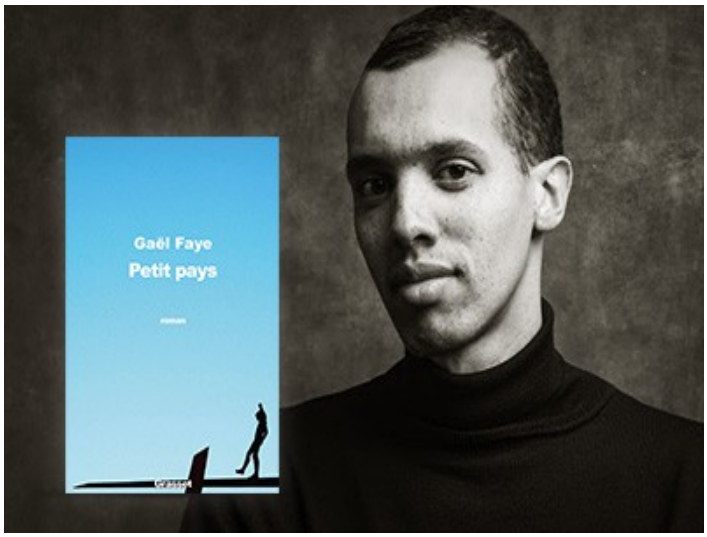
L'élite s'est grandement enrichie, mais ce ne sont pas des bourgeois au sens de Marx, ce sont des affairistes, des prédateurs, des bandits qui vivent du vol des ressources de l'État ou du détournement de l'aide internationale. Ils ne procèdent pas à une accumulation primitive du capital en organisant l'exploitation des travailleurs. De vrais bourgeois verraient que leur intérêt est de négocier avec la Renamo, parce que ce n'est pas un parti révolutionnaire qui va établir le socialisme, c'est un parti pro-capitaliste. Mais non, ces gens-là ont le pouvoir et ils veulent le garder. Ils ne peuvent le faire que s'ils ont le monopole sur l'appareil d'État et donc ils ne le lâcheront qu'absolument contraints. Pour l'instant je reste donc extrêmement pessimiste.

[1] Filipe Nyusi est depuis le 15 janvier 2015 le nouveau président de la République.

[2] Aujourd'hui (octobre 2016), de très durs combats ont lieu dans le centre du pays, les provinces de Tete et de Zambézie, malgré des négociations en cours sous parrainage international.

Petit Pays de Gaël Faye : De la douceur de vivre au chaos

Coup de cœur de cette rentrée littéraire, premier livre qui rencontre un succès foudroyant et un engouement médiatique, concrétisé par de multiples nominations aux prix littéraires de la rentrée, voici *Petit Pays**[1]*.



Déjà lauréat du prix Fnac et du prix Cultura, *Petit Pays* vaut même à son auteur, Gaël Faye, d'être pressenti pour le prestigieux prix Goncourt. Belle consécration pour ce jeune homme de 34 ans qui vit depuis un an au Rwanda, pays dont la terrible histoire récente s'inscrit en toile de fond du roman.

La narration passe à travers le regard de Gaby, un enfant submergé par la tragédie vécue par son pays natal, le Burundi, en écho à l'horreur du génocide des Tutsis au Rwanda.

Trader à Londres avant de tout plaquer pour assouvir sa passion, la musique, où il connaît une certaine notoriété sur la scène rap avec son groupe Milk, Coffee and Sugar, Gaël Faye donne à son roman le titre de son succès dont le thème préfigure ceux qui seront évoqués dans le livre, entre imagination et souvenirs. A la fois récit des violences qui ont détruit la région et désir d'un retour à l'insouciance perdue de l'enfance, le livre alterne brutalité et mélancolie, à la limite du déséquilibre, avant la chute implacable.

Le cadre du roman est une impasse de Bujumbura, capitale du Burundi, métaphore d'un monde protégé des bouleversements qui font violemment irruption.

Gabriel, le narrateur, fils d'un père français et d'une mère rwandaise, raconte son enfance choyée au Burundi, enfance dont il a été géographiquement et symboliquement exilé.

Écrit à la première personne, bien que ce ne soit absolument pas une autobiographie, *Petit Pays* est la plongée teintée de nostalgie dans les sensations, les saveurs, les couleurs, la lumière, la musique de cette époque. La famille, les parents, les copains, l'insouciance, la douceur de vivre jusqu'à l'horreur et le chaos, que Gaby tente désespérément de tenir à distance.

Broyé par l'histoire, Gaby adulte revient sur les traces de sa mémoire pour faire entendre la petite voix de l'enfant qu'il était.

Véritable révélation de cette rentrée, *Petit Pays* est le roman d'un artiste sensible et lucide.

Gisèle Felhendler

[1] Gaël Faye, *Petit Pays*, Ed. Grasset

www.afriquesenlutte.org

Elections ou mascarades ?
Vigilance !

Le Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique se mobilise depuis 2009 à Paris, pour soutenir les démocrates africains et promouvoir des réformes profondes des politiques française et européenne.

Collectif de Solidarité avec les Luttes Sociales et Politiques en Afrique, Paris

Communiqués du collectif : cliquez sur les liens

Gabon : Lettre ouverte à l'union Européenne

Congo Brazzaville, Djibouti, Tchad : Le cercle vicieux des processus électoraux sans démocratie

Guinée équatoriale – lettre ouverte à l'Ue et aux gouvernements français, espagnol et américain

Djibouti : terreur électorale à l'ombre des bases militaires et dans l'indifférence internationale

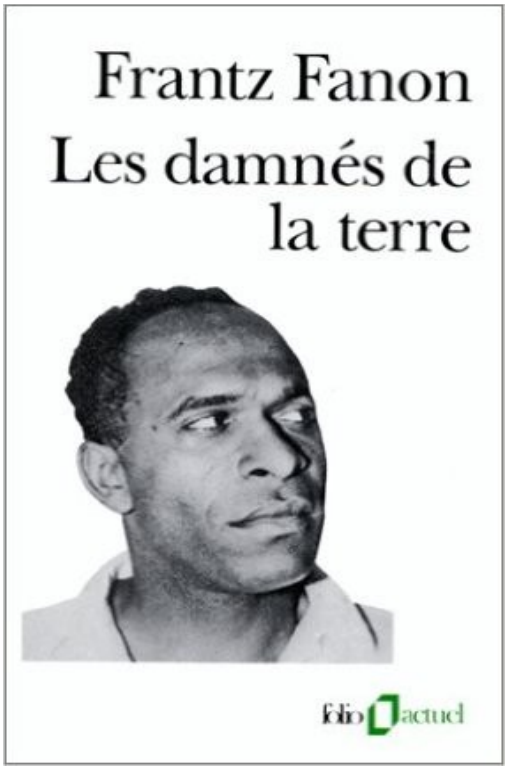
Tchad : aporie géopolitique et silence international avant la présidentielle

Congo Brazzaville – Coup d'État constitutionnel – Lettre ouverte à l'Ue + réponse

UE – Togo et politique européenne – Lettre ouverte à Nicholas Westcott

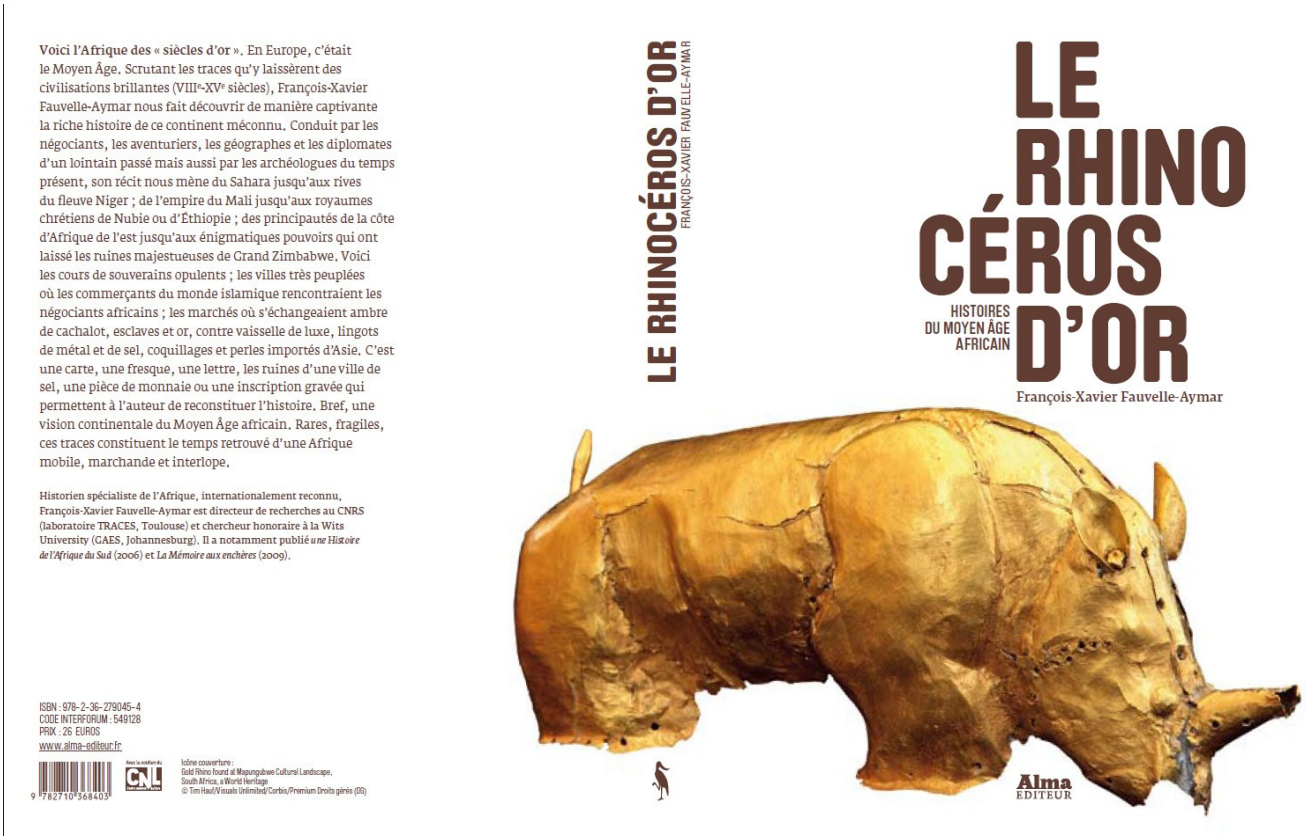
Autres communiqués

A RELIRE : Les damnés de la terre de Frantz Fanon



Les damnés de la terre en version PDF cliquez sur le livre

A VOIR : Histoire de l'Afrique du Xème eu XIII ème siècle



Also Known As Africa

foire d'art contemporain et de design africain

AKAA - Also Known As Africa

Du Vendredi 11/11/2016 au Dimanche 13/11/2016LE CARREAU DU TEMPLE75003 PARIS

Gastineau MASSAMBA, Galerie KO21 **participe à cet évenement**